



## SOMMAIRE

**Communiqué de la CGT : la mobilisation s'est élargie avec les manifestations unitaires du 2 octobre. Une nouvelle étape est franchie !**

**Emploi : jeunes et seniors en souffrance**

**L'emploi a changé en 50 ans : féminisé, qualifié, moins jeune et moins durable**

**Zone euro : le chômage stable à 10,1 % en août**

**Infirmiers anesthésistes : toujours mobilisés pour la reconnaissance à bac + 5**

**Wolters Kluwer France : assignation en justice pour « risque psychosocial »**

**Portugal : grève générale contre l'austérité le 24 novembre**

**Salon « Paris pour l'Emploi » : l'Ugict-CGT présente sur le salon**

**Rencontre nationale des cadres dirigeants des collectivités territoriales le 15 octobre**

**Soirée-débat Ugict-CGT du 19 octobre autour du livre : « Le capitalisme contre les individus »**

### Attention

Pour des raisons techniques, les trois prochaines livraisons de L@ Lettre de l'Ugict seront réduites en volume d'informations. Reprise de la parution normale le 2 novembre prochain.

## ÉDITO : RIGUEUR ET AUSTÉRITÉ SE PAIENT AU PRIX FORT

Le succès de la journée de mobilisation syndicale européenne et, notamment, l'Euromanifestation de Bruxelles qui a rassemblé plus de 100 000 personnes, ont donné un coup de projecteur sur les graves dangers qu'en courent nos pays à s'enfermer dans des politiques de rigueur et d'austérité. Durant la semaine passée rapports et statistiques officiels sont venus nourrir les inquiétudes. En effet, dans notre pays, après deux mois de baisse,



le nombre de demandeurs d'emploi a de nouveau enregistré une hausse en août 2010. Tandis que le secrétaire d'Etat à l'Emploi Laurent Wauquiez a souligné que la France va connaître «une baisse du taux de chômage» cette année et fixé l'objectif d'un taux «en dessous de 9% en 2011», évoquant un «cercle vertueux favorable à l'emploi», dans un entretien à La Montagne vendredi. « Christine Lagarde et son équipe ont beau déclarer haut et fort que la hausse des chiffres du chômage n'est qu'un accident de parcours, tout confirme l'idée que la France s'enlise, encore et encore, dans le chômage de masse », a commenté la CGT le 28 septembre. On est une fois encore dans les ressorts de communication gouvernementale : la méthode Coué ou l'autosatisfaction. À moins que l'on nous prenne vraiment pour des andouilles, car si l'on en croit les institutions économiques et les experts, la reprise pourrait se faire sans emploi. Ceux du Bureau international du travail ont estimé jeudi dernier que les programmes d'austérité mis en place ces derniers mois par les pays ont accéléré en 2010 un chômage mondial déjà rampant, qui

ne devrait retrouver son niveau d'avant crise qu'en 2015, faisant planer une menace de crise sociale. Selon le BIT, la reprise de l'emploi sera plus lente que prévu jusqu'à présent, malgré des signes encourageants dans les économies émergentes d'Asie et d'Amérique latine. Ce ralentissement est dû à « une détérioration sur le front du chômage ces derniers mois en raison du changement des politiques étatiques qui ont abandonné les plans de re-

lance pour des programmes d'austérité » deux indicateurs particulièrement préoccupants selon le BIT : l'augmentation du chômage longue durée et le taux de sans-emploi parmi les jeunes. « Dans 35 pays où les statistiques sont disponibles, près de 40% des demandeurs d'emploi sont sans travail depuis plus d'un an », soit près de 10% de plus qu'en 2009, relève ainsi le rapport. La montée du chômage des jeunes (en augmentation de 7,8 millions de personnes depuis 2007) constitue également un facteur de risque d'explosion sociale avec l'émergence d'une « génération perdue ». Quant au Fonds monétaire international, il a estimé que les politiques de rigueur budgétaire comme celles menées en Europe allaient davantage peser à court terme sur la croissance économique et sur l'emploi que lors d'autres épisodes de réduction des déficits. Soulignons au passage que ce même FMI a été largement brocardé dans les cortèges de mercredi car, avec les agences de notation, il est un promoteur zélé des politiques drastiques à l'œuvre dans des pays comme la Grèce. Parfois, les incendiaires crient « au feu ».

## Communiqué de la CGT : la mobilisation s'est élargie avec les manifestations unitaires du 2 octobre. Une nouvelle étape est franchie !



Samedi 2 octobre, salariés ou autres citoyens, jeunes ou plus âgés, issus du public ou du privé, de grandes ou de petites entreprises, en famille ou entre collègues, c'est une nouvelle fois près de 3 millions de manifestants qui sont descendus dans la rue pour crier leur opposition au projet de réforme des retraites. Plus de 230 manifestations ont été recensées dans tout le pays, dans les grandes ou petites villes. Cette multiplication des rassemblements démontre à l'évidence une conviction et une détermination ancrée. Des milliers de salariés ont participé à leur première manifestation. Cette mobilisation résolue et grandissante ne peut rester sans réponse. Le gouvernement doit maintenant prendre la mesure de la colère des salariés et citoyens de ce pays. La CGT, aux côtés

des salariés, appelle les sénateurs à mesurer l'enjeu social et démocratique du mouvement : il ne peut pas y avoir d'abîme entre la volonté profonde des citoyens de ce pays et la représentation nationale. Le mépris ne peut pas être une nouvelle fois la réponse aux millions de manifestants. L'ouverture de négociations doit intervenir dans les plus brefs délais. La CGT y défendra des propositions permettant de garantir la pérennité de notre système de retraite par répartition, pour le maintien du droit au départ à 60 ans, avec un niveau de pension permettant de vivre dignement, la reconnaissance de la pénibilité. Pour poursuivre l'élargissement de la mobilisation unitaire la CGT appelle l'ensemble des salariés à débattre dans les territoires et dans les entreprises et décider de nouvelles actions unitaires. La CGT appelle à faire du mardi 12 octobre, par la grève et les manifestations, un moment déterminant pour la suite de la mobilisation.

### Emploi : jeunes et seniors en souffrance

Selon les derniers chiffres officiels, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité a augmenté de 15 900 (+0,6 %) en catégorie A et de 7 100 en activité réduite (+0,2 %) pour les catégories A, B et C, annulant ainsi la baisse enregistrée en juillet. Au total, 3,970 900 millions demandeurs d'emploi en métropole. La quasi-totalité des catégories de demandeurs d'emploi ont été touchées par l'augmentation du mois d'août, y compris les jeunes (+0,3 %) n'ayant pas du tout travaillé. En pleine réforme des retraites, le nombre des seniors inscrits au chômage a continué à augmenter de 1 %, alors qu'il leur est plus difficile qu'aux plus jeunes de retrouver un emploi. En un an, la hausse des inscrits de plus de 50 ans a dépassé 16,5 %.



### L'emploi a changé en 50 ans : féminisé, qualifié, moins jeune et moins durable



D'après l'Insee, dans une étude publiée mercredi, l'emploi a connu en un demi siècle une profonde mutation. Il est en effet plus féminisé, plus qualifié, plus stressant, mais aussi moins jeune et moins durable. « L'emploi s'est féminisé, tertiarié et urbanisé, il est devenu plus qualifié mais aussi moins jeune ». De plus, « l'emploi apparaît plus éclaté, qu'il s'agisse des statuts et des situations d'activité entre l'emploi et le chômage, des durées et rythmes de travail » notamment, souligne l'étude sur « 50 ans de mutations de l'emploi ». En 1962, les ouvriers étaient 7,4 millions (39% de la population en emploi), aujourd'hui ils sont 6 millions (moins de 25%). Les autres catégories de salariés ont progressé de façon continue, employés (18% en 1962, 28% en 2007), professions intermédiaires (11% à 25%) et cadres (5% à 16%).

Les contraintes associées au travail ont aussi changé de nature : la fatigue physique a reculé, surtout entre 1980 et 2000, mais « la charge mentale est devenue beaucoup plus lourde », estime l'auteur. Autre évolution parallèle, le niveau de formation s'est élevé considérablement : 51% des personnes en emploi avaient le bac ou un diplôme supérieur en 2007, contre 8,5% en 1962. Conséquence de la prolongation de la scolarité : les moins de 30 ans représentaient plus du quart de l'emploi en 1962, aujourd'hui moins d'un cinquième. « A l'autre extrémité de la vie active, les salariés âgés ont été de plus en plus souvent incités à quitter le marché du travail », si bien qu'en France, « de façon beaucoup plus marquée que dans les autres pays développés, la vie active s'est concentrée sur les âges intermédiaires ».

## Zone euro : le chômage stable à 10,1 % en août

Le taux de chômage dans la zone euro est resté inchangé en août et depuis un semestre, autour de 10% de la population active, selon des données publiées vendredi par l'office européen des statistiques Eurostat. L'Allemagne affiche un taux de 6,8%



(contre 6,9% en juillet) et la France un taux de 10,1% (contre 10% en juillet). Le taux de chômage le plus élevé a été enregistré en Espagne (20,5% contre 20,3% en juillet). Le plus bas se retrouve en Autriche (4,3%).

## Infirmiers anesthésistes : toujours mobilisés pour la reconnaissance à bac + 5



À l'appel de la CGT Santé et Action sociale et son union fédérale UFMICT de Sud-santé et du SNIA, 2 000 infirmiers anesthésistes venus de toute la France réclamant notamment une reconnaissance de leur diplôme au niveau master, ont manifesté vendredi en plusieurs points de Paris avant qu'une délégation ne soit reçue au ministère de la Santé par la Direction générale de l'offre de soins, dont les représentants ont indiqué n'avoir aucun mandat pour négocier. Les infirmiers anesthésistes sont mobilisés depuis mars. Les 7.500 IADE en France suivent cinq ans d'études : trois en formation initiale pour le diplôme d'Etat puis après deux années d'exercice du métier, deux nouvelles années de formation. Ils demandent à être reconnus à bac+5 avec revalorisation salariale à la clé. Ils veulent garder l'exclusivité d'exercice et s'estiment lésés par le protocole Bachelot

de février qui permet un accès au métier sans passage par l'école d'anesthésie et resserre le différentiel de salaire entre les IADE et les autres infirmiers.

## Wolters Kluwer France : assignation en justice pour « risque psychosocial »

Les syndicats de la société de presse Wolters Kluwer France ont assigné la direction en référé pour « risque psychosocial », dénonçant un climat difficile



depuis la mise en place du plan social engagé en 2009 avec notamment une explosion du nombre d'arrêts maladie. Lors d'un comité d'entreprise en juillet, la direction avait annoncé que 120 personnes étaient en

arrêt maladie en juin, soit près de 12% des effectifs. Wolters Kluwer France, qui regroupe notamment Lamy, Groupe Liaisons et Editions Dalman, avait

présenté en juin 2009 un projet de restructuration prévoyant la suppression de 111 postes (184 emplois supprimés et 73 créés) sur 1.200 environ.

## EADS : nouveau sondage sur le moral des troupes

Les 119.000 salariés d'EADS viennent de recevoir dans leur casier ou boîte mail un questionnaire visant à cerner le moral et l'engagement du personnel au sein du groupe européen d'aéronautique et de défense. Une enquête similaire réalisée par Gallup l'an dernier pour EADS avait révélé que 90% des salariés ne se sentaient « pas impliqués » dans leur travail. Interrogé en mars à Toulouse à l'issue d'une journée d'entretiens sur l'implication du personnel, avec 300 cadres du groupe venus d'Airbus, d'Eurocopter, d'Astrium et d'EADS Défense-Sécurité, le président exécutif d'EADS, Louis Gallois, reconnaissait l'écart entre « la fierté » des salariés à l'égard de leur produits et leur frustration de ne pas « être reconnus »



## EDF : la CGT s'inquiète des agressions d'agents



La fédération CGT des Mines et de l'Énergie a dénoncé la recrudescence des agressions de plus en plus violentes de la part de clients sur les agents d'ERDF et GRDF, chargés du réseau de distribution de gaz et d'électricité, notamment lorsqu'ils interviennent pour des coupures d'énergie ou des résiliations de contrats. « Un minimum de 400 agressions et incivilités sont recensées chaque année, dont 200 uniquement en Ile-de-France », affirme la FNME-CGT. L'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence, les dysfonctionnements liés à l'externalisation de certains services, les délais d'intervention plus longs, la cherté de l'intervention qui auparavant était gratuite, les prix du gaz et de l'électricité qui ont augmentés, expliquent pour partie cette agressivité des clients.

## Retraites : la colère fait du « buzz » sur internet

Selon une étude menée du 30 août au 17 septembre sur internet, il semble que le réseau Twitter reflète assez bien l'état d'esprit de l'opinion sur la réforme des retraites. Colère, mobilisation sont au menu de nombreux messages circulant sur la Toile. Preuve, là encore que le gouvernement a perdu la bataille de l'opinion. Les signaux émergents des « tweets » (brefs messages de 140 signes diffusés sur Twitter, le principal site de micro-blogging) sont à nette dominante négative : registres de la colère et du conflit, du danger et de l'anxiété, ainsi que de l'immoralité. La présence remarquable du vocabulaire de la mobilisation et du conflit, ainsi que la référence dominante aux syndicats dans le vocabulaire politique, indique que le réseau Twitter est plutôt en accord avec les revendications antigouvernementales. Reste que si Twitter reflète un état de l'opinion, il contribue aussi à diffuser, faire partager la colère et à mobiliser.



## Portugal : grève générale contre l'austérité le 24 novembre

Après l'Espagne qui a connu une grève générale massive le 29 septembre lors de la journée syndicale européenne à l'appel de la Confédération européenne des syndicats, c'est le Portugal qui va connaître un appel à la grève générale lancé par la CGTP pour le 24 novembre contre les nouvelles mesures d'austérité budgétaire annoncées cette semaine par le gouvernement socialiste. Face à la pression des marchés financiers et de Bruxelles, le gouvernement socialiste portugais a annoncé mercredi soir une série de mesures supplémentaires afin



d'atteindre son objectif de réduire le déficit public de 7,3% du PIB cette année à 4,6% fin 2011. Selon les grandes lignes de sa loi de finances pour l'an prochain, le gouvernement prévoit notamment une baisse de 5% de la masse salariale de la fonction publique et une hausse de deux points de la TVA à 23%, ainsi qu'une diminution du revenu minimum d'insertion et le gel des retraites. Jeudi, le secrétaire général de la CGTP, Manuel Carvalho da Silva, avait promis une « intensification de la lutte » contre « le chantage des usuriers internationaux ».

## Salon « Paris pour l'Emploi » : l'Ugict-CGT présente sur le salon



Comme chaque année, L'Ugict-CGT tient un stand au salon « Paris pour l'Emploi » les 14 et 15 octobre, Place de la Concorde. Plus de 50 000 jeunes (et moins jeunes) diplômés sont attendus et vont venir chercher un emploi dans un contexte très tendu d'accès à l'emploi.

L'Ugict-CGT y sera présent au stand E43 avec des tracts d'informations sur les droits des salariés, des cartes postales « **Se syndiquer nuit gravement au Medef** », des numéros d'Options,...

**Venez nous aider à tenir ce stand** en vous inscrivant sur le lien ci-dessous : <http://www.doodle.com/7pdarc8cyqfdvyhm>. Plus d'infos sur le **Paris pour l'emploi** <http://www.carrefoursemploi.org/minisites3/paris2010/presentation.php>

## Rencontre nationale des cadres dirigeants des collectivités territoriales le 15 octobre

### Trois tables rondes :

- I. **Réformes, performance et territoire** : quel sens donner aux mots ? Peut-on échapper à la réforme territoriale ? Quelle place pour les élus, les citoyens ? Le dialogue peut-il être un indicateur de performance des projets et des organisations ? Que vise la performance ? Est-elle socialement efficace ? Comment évalue-t-on la performance d'un territoire ? Quelles alternatives possibles ?  
*Avec : Wilfrid Séjeau, Conseiller régional ; Marc Morini, maire de Drap ; Pierre Farouz, DRH d'Oracle ; Farid Hadjab, Afigese ; Olivier Rouquan, Institut Supérieur du Management Public et Politique ; Armand Creus, Ufict CGT.*
- II. **Qui dirige, le manager, l'élu ?** Evaluer la performance des cadres dirigeants, pourquoi, par qui, comment ? Le management et l'évaluation transforment-ils le profil et la formation des cadres dirigeants du service public ? Organiser la performance de son organisation, quel indicateur choisir ? Quel prix payer ? Les alternatives possibles ?  
*Avec : Pierrick Loze, DGS de la Communauté d'agglomération de Moulins ; Marie-Christine Huvet, Dgas du Cnfpt ; Christophe Couderc, Secrétaire de la fédération Cgt des Services Publics ; Jean-François Chantaraud, Odis ; Frédéric Petitbon, Idrh ; Françoise Dany, Ecole de Management de Lyon ; Michel Yahiel, Président de l'Andrh.*
- III. **Comment la Cgt des cadres et techniciens perçoit-elle ces enjeux ?** Quelles alternatives au « Wall Street Management » envisage-t-elle ?  
*Avec : Marie-José Kotlicki, Secrétaire Générale de l'Ugict Cgt ; Michel Yahiel, Président de l'Andrh ; Michèle Kauffer, Secrétaire générale de l'Ufict Cgt ; Jean François Chantaraud, Odis.*

**Conclusions par Michèle Kauffer, Secrétaire générale de l'Ufict CGT des services publics.**

Cette rencontre se tiendra au Cnfpt, 145 avenue Jean Lolive à Pantin (93)

Tous les renseignements sur le site : <http://www.spterritoriaux.cgt.fr/spip.php?article4192>

## Soirée-débat Ugict-CGT du 19 octobre autour du livre : « Le capitalisme contre les individus »

Mardi 19 octobre 2010 de 17h30 à 19h30- Salle 11 - Rez-de-chaussée bas - Noyau C—Cgt, Montreuil

**Autour du livre : « Le capitalisme contre les individus »**

*Avec les auteurs : Christine Castejon analyste du travail et Stéphanie Treillet, maître de conférences en économie, IUFM Paris XII- Créteil « La réorganisation néolibérale du capitalisme s'effectue souvent au nom de l'individu ». Mais doit-on pour autant choisir le collectif contre l'individu ?* Dans cet ouvrage collectif, Philippe Corcuff autre co-auteur, propose de « repenser les rapports entre l'individu et le collectif ». « L'individu se fabrique à la fois par les autres et pour les autres ». Christine Castejon y montre la double face du travail, à la fois aliénant et créateur. Le capitalisme fabrique des individus aliénés, accusés de surcroît d'être seuls responsables de leur comportement, justifiant par là même le développement de l'État répressif. Les êtres humains se détruisent dans la concurrence. Ils se forment et grandissent dans la coopération. Christine Castejon revendique la nécessité de savoir comment « faire du travail ». Le mouvement syndical, dit-elle, peine à percevoir la question du travail comme une question à part entière, sinon sous l'angle biaisé de la souffrance au travail. La première raison du repli sur soi, c'est la tentative de garder la maîtrise sur ce qui paraît le plus à portée de main. La question du rapport individu/collectif, voilà bien une question qui nous concerne, syndicalistes, qui nous interroge et à laquelle nous avons commencé à apporter un certain nombre de réponses, peut-être trop méconnues ? Sans doute hésitantes ! Cette rencontre-débat avec les auteurs de cet ouvrage publié par ATTAC, aux éditions Textuel, ne va pas manquer de nous passionner.

Le capitalisme  
contre  
les individus

Repères  
altermondialistes

ATTAC

%  
attac textuel